

De l'art pour les chiens

Brigitte Haentjens

Numéro 249, été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72312ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, B. (2014). De l'art pour les chiens. *Spirale*, (249), 7–9.

De l'art pour les chiens

PAR BRIGITTE HAENTJENS

*... la réalité doit être rendue visible pour pouvoir être transformée.
Mais la réalité doit être transformée pour qu'on puisse la rendre visible
ET LE BEAU SIGNIFIE LA FIN POSSIBLE DE L'EFFROI.*

— Heiner Müller

Lors de la dernière campagne électorale, la *question culturelle* était nimbée d'un silence assourdissant. Même le mot « culture », comme s'il provoquait la nausée, ne parvenait pas à franchir les lèvres des candidats. Par contre, les sacres, les injures, les approximations et les trébuchements de la langue fusaient de toutes parts.

Plus que jamais, les politiciens adoptent un langage plus ou moins tronqué, dit *populaire*, réducteur, trivial, vulgaire, semé de formules utilisées au hockey et d'images de *vendeurs de chars*. Cet usage d'une langue dénaturée manifeste une corruption généralisée du langage par nos élites, ainsi que par les journalistes et les animateurs qui les relaient.

J'ignore si les politiciens s'expriment aussi médiocrement quand ils sont dans le domaine privé, à la maison. Je crois plutôt qu'ils pensent que le peuple ne comprend qu'un jargon de bas étage, concret, réducteur : celui des « vraies affaires ».

Quelques rares commentateurs, relayant des protestations d'artistes, se sont étonnés : « *On ne parle pas de culture dans la campagne électorale !* », s'indignaient-ils. Non sans ajouter : « *Pas plus que d'éducation ou d'environnement.* »

Ces mêmes journalistes n'en parlaient pas davantage. Ils évitaient même de questionner les candidats sur ce dossier qui, visiblement, ne les intéresse pas non plus.

Ce qui me surprend, c'est qu'on s'en étonne. Cela fait tellement longtemps qu'on n'entend plus parler de culture au Québec. La disparition progressive du terme dans l'espace public a commencé, selon moi, à peu près au moment où Radio-Canada a fermé sa Chaîne culturelle. Hasard ou coïncidence ?

Le concept même de culture est devenu, depuis quinze ans, un fourre-tout informe où s'entassent la cuisine, la chanson populaire, la télévision, le design, l'architecture aussi bien que le folklore, l'art visuel, la littérature et les arts de la scène.

On ne parle plus d'art, mot banni des journaux, des radios et des chaînes de télévision.

L'art semble être jugé par ces médias comme un concept incompréhensible pour le peuple. Incompréhensible ou tout simplement élitiste ? Puisque, c'est bien connu, le peuple ne s'intéresse qu'aux « affaires ».

Il suffit d'ouvrir les pages consacrées aux arts et spectacles dans les journaux pour constater les dégâts : il n'est question que de vedettes américaines, éventuellement québécoises si elles jouent dans les téléromans. Pour boucler le tout, quelques potins, des nouvelles des séries en cours ou à venir à la télévision.

Et puis, pourquoi les politiciens parleraient-ils de culture puisque, sauf exception, ils ne la fréquentent pas ?

Quand voit-on un ministre, un député, et même un animateur ou un journaliste, dans une salle de théâtre si ce n'est lors d'une « inauguration de chrysanthèmes » ou, exceptionnellement, une première au TNM ?

Qui fréquente les salles alternatives, La Chapelle, Les Écuries ?

Qui assiste aux spectacles de danse, de musique actuelle ?

Je ne méprise nullement la télévision, l'humour, le sport et les autres activités dites « populaires ». Je ne méprise pas non plus les autres formes de divertissement à but lucratif dont l'objectif est de faire le maximum de profit avec le minimum d'investissement. L'art et la culture populaire devraient exister côte à côte.

On ne peut pas en dire autant des animateurs de tribunes ou d'émissions de grande écoute, qui dédaignent les artistes s'ils ne sont pas des vedettes. On a si peur qu'ils ennuient en utilisant un vocabulaire savant ou hermétique qu'on ne les invite pas. Comme si les artistes étaient des pestiférés, incapables de parler de leur art avec esprit, intelligence et même humour.

Il est évident que l'élaboration d'une création artistique originale et forte ne peut se faire sans un investissement massif de l'État ; au Québec, comme ailleurs, certes, mais aussi davantage qu'ailleurs en raison de la fragilité de notre statut.

Le cinéma d'auteur, le théâtre, la danse, l'art visuel, la musique ont besoin de l'État pour se vivifier, se renouveler.

En l'absence de cette source, la vie artistique se sclérose et se folklorise. Elle devient lieu commun, clichés ; elle fait appel au connu et au rabâché, au vite fait bien fait.

Que personne ne fasse le lien entre la désaffection du public et notre situation politique m'étonne.

Nous vivons dans une sorte de no man's land, sans statut, sans constitution signée, et dans lequel nous feignons de croire que nous sommes souverains.

La vitalité artistique ne peut pas reposer sur les lois du marché. Il ne s'agit pas de la création d'un art élitiste, comme certains voudraient nous le faire croire. Ce n'est pas parce que l'art ne s'adresse pas aux masses qu'il ne s'adresse qu'à quelques-uns.

Les artistes sont plutôt, avant tout, des porte-voix qui transmettent leur vision du monde. Cette vision sert de

catalyseur, de réflecteur. Elle nous pousse à réfléchir, à nous interroger. Elle nous aiguillonne et nous révèle à nous-mêmes. Ces interrogations, ces révélations, parfois douloureuses ou violentes, nous fondent.

Par essence, la création est aussi inutile qu'indispensable à la construction d'un espace commun, communautaire, solidaire.

Bien sûr, on constate, en particulier depuis les échecs référendaires, la désaffection du public pour les lieux d'art, les musées autant que les théâtres.

Que personne ne fasse le lien entre la désaffection du public et notre situation politique m'étonne. Nous vivons dans une sorte de *no man's land*, sans statut, sans constitution signée, et dans lequel nous feignons de croire que nous sommes souverains. Ceux qui nous gouvernent et nous représentent voudraient nous faire croire que nous sommes dans un système démocratique, alors que notre démocratie est factice et que ce sont toujours les mêmes qui ont la parole.

Nous sommes peut-être repliés sur nous-mêmes, comme l'évoque Marc Cassivi dans son article « Ce qu'il reste de nous », publié dans *La Presse* pendant la campagne électorale (20 mars 2014), mais ce repli a des causes historiques et politiques. Appartenant au système britannique autant qu'aux valeurs américaines, sous influence franco-française, nous peinons à nous définir en dehors de ces ombres tutélaires.

Oui, nous sommes colonisés et nous affectons une liberté et une identité qui pourtant nous échappent.

À la dernière Soirée des Jutra, fort représentative de cet état d'esprit de colonisés, il nous fallait le témoignage de vedettes françaises et américaines pour justifier que notre cinéma est de qualité.

Comment fréquenter l'art quand il n'en est question nulle part, et surtout pas dans les émissions de grande écoute ? Quand personne dans les médias ne nous incite à le faire ? Si personne ne nous y incite, pourquoi aller voir quelque chose qui nous demande un certain effort et un minimum de concentration ?

La dictature de la *culture populaire* a intoxiqué le discours médiatique dans la plupart des journaux, des radios et des chaînes de télévision, et même, bien malheureusement, dans les chaînes publiques (Radio-Canada et Télé-Québec) à l'intérieur desquelles la notion même de service public semble de plus en plus floue.

Ces médias n'évoquent que la culture de masse, à l'exclusion de toute autre forme d'expression. Vous serez dans de sales draps si vous n'avez pas regardé, le dimanche soir, *Tout le monde en parle* ou *La voix*. Vous n'aurez rien à lire et rien à dire le lendemain.

On nous assène une culture composée de recettes de cuisine, d'humour souvent gras, de chansons sirupeuses et de lieux communs.

La prédominance de celle-ci fait l'affaire des chroniqueurs et des journalistes qui, au moins, peuvent en parler sans se forcer, sans avoir rien d'autre à écrire que l'habituelle langue de bois du service après-vente.

Les intermédiaires — chroniqueurs, vedettes de radio ou de télé —, se prenant pour l'élite, décident ce qui est bon pour le peuple, le méprisant suffisamment pour le juger inapte à « consommer » de l'art qu'ils jugent *élitiste*. La culture dite populaire (en fait, la culture de masse assénée à la suite d'études de marché) rapporte de l'argent, le même argent auquel s'abreuvent les médias et les politiciens. C'est la culture du veau d'or.

Or, ceux qui parlent avec passion de culture sont rares. Au lieu de cela, nous subissons une sorte de guide du consommateur qui voudrait nous prendre par la main, nous invitant à voir ce qui « nous en donne pour notre argent ».

J'ai entendu récemment une chroniqueuse dire au moins dix fois dans sa critique d'une pièce tirée de l'œuvre de la célèbre écrivaine : « *oui, bien sûr, il faut aimer Duras* » et « *si vous aimez Duras* ». J'en déduis qu'elle ne connaissait pas Duras et ne l'aimait pas non plus !

Bien sûr, la fréquentation des spectacles d'humour, de variétés, et des films d'action procure sans doute *a priori* plus de détente qu'un texte de Bernard-Marie Koltès.

Évidemment, la fréquentation de l'art exige des références, des systèmes de comparaison. Il est prouvé que la fréquentation de l'art augmente avec la fréquentation de l'art. Encore faut-il que quelqu'un nous tende la main.

En l'absence d'éducation artistique, il est beaucoup plus ardu d'entretenir une relation vivante à la création.

L'éducation artistique commence tôt, dès l'enfance, à l'école. Ailleurs, on emmène les enfants dans les musées, à l'âge de cinq ans, leur expliquant les toiles des grands maîtres. On les emmène au théâtre très tôt. On leur fait expérimenter la création artistique en cours de dessin ou de peinture, de danse et de théâtre.

Ici, le programme d'éducation artistique est réduit à sa plus simple expression et dépend du bon vouloir de certains enseignants passionnés et dévoués.

Au lieu d'expliquer les démarches artistiques, on feint de démocratiser l'art en demandant aux artistes de faire les singes pour le public. Si on invite des acteurs, des musiciens, des auteurs dans des talk-shows, des jeux télévisés, on attend d'eux qu'ils soient distrayants, voire ridicules, et surtout éminemment superficiels.

Pourtant, et malgré ces lacunes, le public comprend, analyse, même ce qu'il ne connaît pas ; même ce qu'il n'aime pas. Il n'a pas souvent la chance de l'exprimer, mais il voit et observe tout. Il a des réponses aux questions qu'il pose. C'est mon expérience.

Récemment, j'ai eu la chance de voir et de pouvoir commenter, dans le cadre du FIFA — fort fréquenté d'ailleurs —, le film *Avec rage et courage*, qui relatait, entre autres, une expérience unique à Cologne, où le théâtre municipal, déserté par le public, se remplissait à nouveau de spectateurs fervents.

La directrice artistique a décidé de mettre en scène des questions politiques et sociales s'adressant directement aux spectateurs. Elle affirme que les théâtres doivent se comporter comme s'ils étaient dans une dynamique régionale : avec une nécessaire proximité, un dialogue ouvert avec le public.

Cette expérience m'a donné du courage.

Le peuple, s'il se sent convié, est présent. N'en déplaise aux chroniqueurs, chefs de station, patrons des médias. N'en déplaise aux politiciens. ⊥